

CONTEXTE PROFESSIONNEL

L'AGAV (Association Guyanaise d'Aide aux Victimes) est une association créée en 2019 et agréée par le Ministère de la Justice et le Ministère chargé de l'Égalité en tant que Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) en Guyane. Notre mission est de favoriser l'accès au droit et à la justice, tout en développant un accompagnement global pour les victimes d'infractions pénales.

Nous recherchons **deux juristes** pour renforcer notre équipe pluridisciplinaire, composée de 19 salariés (juristes, psychologues, travailleurs sociaux, médiatrices sociales, chargés de prévention, etc.), et participer activement à nos actions d'accès au droit et de soutien aux victimes. Un poste est basé à **Cayenne** et l'autre à **Saint-Laurent du Maroni**, avec des déplacements en Guyane.

MISSIONS PRINCIPALES

1. Accueillir, écouter, informer et accompagner le public

- Accueillir et analyser les demandes des justiciables, informer sur leurs droits et les accompagner tout au long des démarches et procédures.
- Travailler en collaboration avec l'équipe et les partenaires pour offrir une prise en charge globale des bénéficiaires.
- Proposer et mettre en œuvre des dispositifs de protection (ordonnances de protection, TGD, BAR, mises à l'abri).
- Préparer les justiciables aux audiences pénales et accompagner les personnes les plus vulnérables en audience.
- Assurer les démarches d'indemnisation auprès des assurances, CIVI, SARVI, etc.
- Réaliser des évaluations en urgence (EVVI) à la demande des magistrats et accompagner les victimes suite aux signalements de l'UMJ.

2. Animer des séances d'information et des manifestations

- Concevoir des outils pédagogiques et animer des séances collectives à destination du public et des professionnels.
- Informer le grand public au travers des médias, participer à la rédaction de contenu sur les réseaux sociaux en ce qui concerne l'information sur les droits.
- Participer à des événements de sensibilisation et manifestations ponctuelles.

3. Assurer une veille juridique et reporting

- Rester à jour sur les évolutions juridiques pertinentes pour le public accompagné.
- Rédiger des rapports d'activité et des comptes rendus, et participer aux réunions internes et externes (commissions techniques, groupes de travail...).
- Identifier et remonter les besoins et problématiques observés dans le cadre de son activité.

COMPÉTENCES REQUISES

Diplôme : Master 2 en droit privé obligatoire pour postuler.
Expérience exigée auprès d'un public vulnérable 6 mois minimum.

Savoir-faire :

- Capacité à vulgariser le droit et rendre les informations accessibles.
- Excellentes compétences rédactionnelles et aisance à l'oral.
- Sens de l'organisation, réactivité, rigueur et autonomie.
- Capacité à travailler en équipe et en partenariat.

Qualités humaines :

- Sens de l'écoute, discrétion et respect de la confidentialité.
- Empathie et capacité à travailler avec un public vulnérable.

Atout supplémentaire : connaissance d'une langue locale ou étrangère (créole, anglais, portugais, espagnol).

Mobilité : permis de conduire indispensable pour des déplacements.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Contrat : CDI à temps plein (35 heures par semaine).
Un contrat à temps partiel est envisageable si souhaité par le/la candidate.

Lieu de travail : 1 poste basé à Cayenne avec déplacements dans la région.
1 poste basé à Saint-Laurent du Maroni.

Rémunération brute mensuelle : 2500 à 2900 euros selon profil.

Autres informations :

- Jours de repos supplémentaires offerts (9 par an).
- Mutuelle prise en charge à 50% par l'employeur.
- Prise en charge des déplacements (hébergements jusqu'à 100€, repas jusqu'à 20€).
- Indemnités kilométriques selon le barème fiscal pour les déplacements professionnels avec véhicule personnel (en cas d'indisponibilité du véhicule de service).

Prises de poste : juin 2025.

CANDIDATURE

Envoyez votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation et copie du diplôme Master 2) par courriel uniquement à : **recrutement@agav973.fr**

Nous attendons votre candidature pour renforcer notre mission d'accès au droit et d'accompagnement des victimes en Guyane !